



25/01/2022

Manifeste

Les impacts de la crise des métiers de l'humain

Alerte sur la menace que fait peser la pénurie de personnels au sein des structures sociales et médico-sociales sur les personnes ayant besoin d'être accompagnées, en raison de leur âge, de leur handicap, de leur situation sociale, ou de leur vulnérabilité.

Le contexte

Aujourd'hui en France, ce sont 10 millions de personnes vulnérables, soit 15% de nos concitoyens, qui ont besoin d'accompagnement. Et ce sont près d'1 million de professionnels des secteurs social et médico-social qui accompagnent au quotidien les personnes fragiles : personnes en situation de handicap, majeurs protégés, enfants relevant de la protection de l'enfance, femmes victimes de violences, personnes âgées, personnes en situation d'exclusion etc.

Si nos métiers sont porteurs de sens, ils sont aujourd'hui confrontés à un véritable déficit d'attractivité. Le Premier ministre et le Président de la République eux-mêmes l'ont dernièrement reconnu.

Pénurie de personnels : menaces sur l'accompagnement

Ces fortes tensions de recrutement dans le secteur de la santé et de la solidarité impactent la sécurité, la qualité, voire le maintien de l'accompagnement des plus fragiles. En effet, les associations gestionnaires des établissements et services à destination de ces publics n'ont jamais rencontré autant de difficultés pour recruter du personnel, maintenir leurs effectifs, et ainsi assurer leurs missions d'aide et de soin. Et pourtant, elles restent mobilisées sans faiblir face à la crise sanitaire. Leurs professionnels sont engagés comme l'ensemble des personnels de l'hôpital public.

Durant ces derniers mois de crise particulièrement intenses, les professionnels du secteur ont toujours répondu présents, en compensant les manques d'effectifs, pour maintenir leur accompagnement. Aujourd'hui l'heure est à l'essoufflement : démissions, absentéisme, désaffection du secteur... Les ressources humaines sont épuisées et le vivier se tarit. **Or, sans ces forces vives, comment les associations pourront-elles poursuivre l'accompagnement des personnes vulnérables ?** Qui s'occupera des personnes âgées, des personnes handicapées, des enfants relevant de la protection de l'enfance et des plus pauvres d'entre nous ? **Quelles seront les conséquences pour ces personnes, et leurs aidants ?** Combien de personnes resteront isolées, livrées à elles-mêmes, en danger ? Faut-il se résoudre à laisser les personnes vulnérables sans accompagnement professionnalisé ? Les aidants, déjà fortement impliqués aujourd'hui, doivent-ils se sacrifier davantage encore, faute de professionnels ?

Ne pas soutenir l'ensemble des professionnels du secteur, c'est méconnaître le rôle indispensable qu'ils assurent au quotidien dans l'équilibre social de notre société.

Tout un secteur en attente de mesures correctives fortes

Nous souhaitons que soient enclenchées rapidement des actions en faveur de l'attractivité des métiers de notre secteur. **Les acteurs associatifs sont soumis à de très fortes contraintes budgétaires. Ils demandent des moyens financiers qui leur permettent d'assurer un accompagnement de qualité, et notamment de revaloriser financièrement les professionnels du secteur. Il est urgent d'agir. C'est une question d'équité mais surtout de pérennité !**

Comment, dans ces conditions, retenir les professionnels dans nos associations et attirer des nouveaux salariés, notamment des jeunes ? Il y a urgence à agir pour aujourd'hui mais aussi pour construire l'avenir. Des milliers d'emplois sont actuellement non pourvus. De moins en moins d'élèves entrent en formation. La pyramide des âges devra nous amener à compenser le départ à la retraite de milliers de salariés. C'est bien la solidarité, au cœur de notre pacte social, qui est fragilisée si le secteur associatif ne peut plus fonctionner normalement.

Ces derniers mois, nos organisations ont régulièrement alerté le Gouvernement comme les acteurs institutionnels locaux sur **les effets collatéraux négatifs du Ségur de la santé** pour la question de l'attractivité des métiers du soin et de l'accompagnement dans les services et établissements sociaux et médico-sociaux.

Malgré les dernières mesures annoncées au profit des soignants pour le secteur du handicap, s'ajoutant aux mesures de revalorisation pour le secteur de la santé et du grand âge, des fractures persistent entre professionnels du secteur, au détriment des métiers du social selon l'autorité de financement des établissements. Le prendre soin ne concerne pas uniquement la santé des personnes. L'exclusion des professionnels éducatifs notamment est une méconnaissance des réalités de l'accompagnement.

Si nous saluons les premiers efforts réalisés, les mesures prises restent insuffisantes et inéquitables pour faire face à la gravité de la situation.

Le Premier ministre a annoncé la tenue d'une grande Conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social, pour réfléchir collectivement à leur attractivité. Elle doit associer l'Etat, les Départements, les partenaires sociaux, les professionnels de la formation professionnelle et les associations gestionnaires d'établissements et services.

Une étape capitale, la conférence des métiers :

Nous sommes les artisans de la solidarité au service d'une société inclusive. Et nous espérons pouvoir compter sur vous, Madame la préfète, qui savez mieux que quiconque que le **maillage territorial extrêmement dense de nos associations est le plus à même d'atteindre et d'accompagner tous les publics fragiles.**

Tout le secteur attend beaucoup de la conférence des métiers pour remédier au déficit d'attractivité de notre secteur et trouver rapidement des solutions. **La conférence des métiers n'est qu'une étape vers la structuration d'un secteur qui doit contribuer à la mise en œuvre de la 5^{ème} branche.** Nous avons besoin d'un véritable engagement global et d'un soutien de l'Etat qui doit apporter les moyens financiers à la hauteur de l'enjeu pour tout le pays.

Cette conférence ne doit pas être un rendez-vous manqué. Le secteur ne s'en relèverait pas. L'heure n'est plus aux effets d'annonce mais aux engagements concrets, forts et immédiats. IL Y A URGENCE !

Notre secteur est au cœur d'une société qui change.

Nous avons l'habitude d'être forces de proposition.

Nous avons une volonté qui n'a jamais faibli, des idées, et des pistes de travail pour être les artisans de ce changement.

Nous vous remercions d'avance, Madame la préfète, pour votre écoute et votre soutien,

Les signataires :

APF, CNAPE, Croix Rouge Française, FAS PACA Corse, FEHAP PACA Corse, FN3S, GNDA, Nexem, UNA PACA Corse, UNAPEI PACA Corse, URHAJ PACA, URIOPSS PACA et Corse

Pour contacter le collectif interfédéral : mobilisationpacac@gmail.com

Les soutiens

ADSEA 04

ADSEA 05 (Association Départementale de Sauvegarde des Enfants et des Adultes des Hautes-Alpes)

APAJH 04

ASS° BIEN CHEZ SOI - SSIAD CHAMPSAUR VALGAUDEMAR

Association Vivre sa Vie Chez Soi

DAC des Hautes Alpes

Fondation Edith Seltzer

ISATIS

Les PEP ADS

SSIAD ESSOR

UNAPEI Alpes Provence

URAPEDA SUD